LES GREFFES
ASPECTS JURIDIQUES
GREFFES ET STATUT DU CORPS
HUMAIN.

I) INTRODUCTION

La biologie et le droit

« Le corps, le cadavre, la viabilité ne sont juridiques que par conséquence. Elles sont biologiques dans leur essence et médicales dans leur diagnostic »

René DIECKENS, les droits sur le corps et sur le cadavre de l'homme, Ed. Masson, 1966, n°28

La summa divisio du droit

Le droit distingue entre les personnes et les choses

Définition des choses : un billet de 20 EUR, un œuf, un chien ...

Pas de définition des personnes : les personnes s'opposent trait pour trait aux choses

- On ne peut acheter ou vendre une personne
- Elles disposent de droits qui leurs permettent de se faire reconnaître en tant que personnes.

Tous les êtres humains sont des personnes, c'est une qualité attribué par la loi civile à tout être humain vivant. La personnalité juridique est un don de naissance, c'est un droit inné, originel, et ça vient du fait que tous les êtres humains sont égaux en droit.

Point sur l'histoire :

Dans la Rome antique, les esclaves étaient considérés comme des choses, patrimoines du maître (droit de vente, droit de vie et de mort). En France, l'abolition a eu lieu en 1848.

La mort civile était une condamnation à des peines criminelles qui a été abolie en 1854 : êtres humains qui n'étaient plus sujets de droit, et donc qui n'existaient plus.

Les malades :

Courant de pensée anglo-saxon : *« must a patient be a person to be a patient ? »*

Pour être une personne, il faut avoir assez de conscience et de raison pour entrer dans la communauté des sujets de droits, et exercer une autonomie. (Considérations d'âge, d'état de santé.)

II) Loi du 29 Juillet 1994

1. Primauté de la personne et inviolabilité

Article 16 du code civil :

« La loi assure la primauté de la personne, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie »

La primauté du corps sur les choses. Cet article a valeur constitutionnelle, la dignité est inhérente à la personne, et ne peut être atteinte, même avec son consentement. (→ bizutages)

*« Chacun a le droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable (**inviolabilité**). Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial (**indisponibilité**) »*

« Il ne peut être porté atteinte à l'intégrité du corps humain qu'en cas de nécessité médicale pour la personne.

Intégrité: <ul style="list-style-type: none">• état d'une chose qui est entière• état d'une chose sans altération<ul style="list-style-type: none">– Intégrité physique– (Intégrité psychique)	Atteintes: <ul style="list-style-type: none">• directes• indirectes• Matérielles• Définitives ou temporaires, graves ou bénignes, intentionnelles ou involontaires• Par action ou abstention
---	---

La personne demeure maître de son corps. La loi interdit qu'un tiers puisse lui porter atteinte mais ne fait pas obstacle à ce que des atteintes ou interventions soient admises, si :

- Elles sont préalablement consenties
- Si elles répondent à une finalité prévue par la loi.

Exception au principe de l'intégrité du corps humain

L'article 16 du code civil pose deux conditions :

- Nécessité médicale pour la personne :
 - o pour la personne : nécessité thérapeutique
 - o pour un tiers : nécessité à des fins de recherche.
- Consentement préalable :
 - o Nécessité déontologique et éthique médicale (code de Nuremberg 1947)
 - o Révocable à tout moment
 - o Exceptions : urgence, personne décédée.

2. Non patrimonialité du corps humain

Interdiction que soient conclues relativement au corps humain des opérations qui transformeraient l'être humain en marchandise : la personne n'est pas une chose. Cela signifie que le corps humain ne peut faire l'objet d'une convention onéreuse ou à titre gratuit = le corps humain est hors commerce. (Code civil : « *il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet de conventions* »)

Exceptions :

- Legs de son corps à une structure hospitalière ou un institut de recherche.
- Conventions sur des produits du corps humain
 - o **A titre gratuit** : organes, sang, gamètes.
 - o **A titre onéreux** : cheveux, ongles, lait maternel.

III) Le corps humain : une chose ?

1. La réification du corps : pourquoi ?

D'une part, admission juridique de la lente destruction de la personne corporelle, et d'autre part la violation du tabou de l'intégrité corporelle par les anatomistes du moyen-âge.

En 1341 la première dissection a lieu à Padoue. La curiosité pour le corps modifie le rapport de l'homme à son corps, « *cet abominable vêtement de l'âme* ».

Le corps est une machine.

Les philosophes proposent la distinction de l'âme et du corps.

« Tout corps est une machine et les machines fabriquées par le divin artisan sont les mieux agencées sans cesser pour autant d'être des machines. Il n'y a, à ne considérer que le corps aucune différence de principe entre les machines fabriquées par les hommes et les corps vivant engendrés par Dieu. Il n'y a qu'une différence de perfectionnement et de complexité. »

Descartes, « Traité de l'Homme »

2. Utilisation du corps à des fins thérapeutiques ou scientifiques.

Le corps d'une personne décédée n'est pas considéré comme une chose quelconque, mais **est considéré comme une chose**. Par exemple, les ossements peuvent devenir des objets de propriétés.

a. Statut des produits détachés ?

Les sécrétions :

Quasiment rien sur les excréments du corps :

- Les larmes, les excréments
- L'urine : sert de révélateur dans les procédures criminelles mais également utilisée dans les diagnostics ou thérapeutiques (femmes enceintes)
- La salive, la sueur, l'air expiré (alcootest, dépistage de l'imprégnation alcoolique)

Le lait des femmes :

- Jusqu'à la loi du 18 décembre 1989, le lait des femmes pouvait être vendu comme n'importe quel produit.
- Epidémie de SIDA : les lactariums ont le monopole de la collecte, du contrôle de la qualité, du stockage et de la distribution sur prescription médicale.

Cheveux, ongles, dents, apparaissent comme des choses vendables.

Les déchets hospitaliers

Les produits provenant de prélèvements, d'ablations ou d'amputations, séparés du corps deviennent des « *res nullius* » qui entrent en possession du premier occupant : médecin, établissement hospitalier...

IV) Déclinaison des principes posés en matière de don et utilisation des éléments et produits du corps humain.

1. Prélèvement d'organes sur personnes décédées.

Principe :

Ce type de prélèvement ne peut être effectué **qu'à des fins thérapeutiques ou scientifiques**, et **après établissement du constat de mort**.

Règle du consentement présumé :

Si on refuse que puissent être prélevés nos organes, il faut faire connaître son refus de son vivant.

Ce refus est exprimé par l'indication de sa volonté sur le registre national des refus :

- Tenu par l'agence de la biomédecine
- Ouvert à toute personne majeure ou mineure âgée de 13 ans au moins.

La règle du consentement présumé ne vaut pas pour les mineurs ou majeurs faisant l'objet d'une protection légale.

2. Donneur vivant

Le donneur vivant exprime bien entendu un consentement exprès. Ce consentement est recueilli devant le président du Tribunal de Grande Instance.